

les Japonais, notamment en ce qui a trait aux débouchés commerciaux, ont été soulevés et discutés à cette occasion, notamment le commerce de l'automobile, les droits de douane sur le bois blanc de construction et le contingentement du calmar. En toute justice, il faut dire que les Japonais voulaient eux aussi discuter d'un certain nombre de questions, la plus importante étant peut-être leur inquiétude devant l'accueil réservé aux investissements par le Canada et devant le rôle de l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

Mais, dans l'ensemble, le ton de la réunion de la Commission était optimiste et nos échanges sur les points de divergence visaient une meilleure compréhension de ces différences et la recherche de solutions. Si aucune n'a été trouvée, l'effort conscient déployé pour améliorer les choses a constitué un changement heureux par rapport à certaines de nos réunions précédentes.

Si je me réjouis de la tenue de colloques comme celui-ci, c'est qu'ils sont l'occasion de procéder sur la place publique à une évaluation objective des liens entre le Canada et le Japon. L'homme de la rue ne connaît trop souvent que les problèmes que suscitent nos relations avec le Japon. En effet, certains commentateurs s'efforcent de dépeindre le Canada comme une petite nation repoussant les avances abusives d'une énorme machine économique.